

REPUBLIQUE DU BENIN

._*._*._*._*

AUTORITE TRANSITOIRE DE REGULATION DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

._*._*._*._*._*._*

SECRETARIAT EXECUTIF

._*._*._*._*

DECISION N° 023 *st op* AT/PT/SE/DAJC/DSO/SA PORTANT RÈGLES DE GESTION
DU PLAN NATIONAL DE NUMÉROTATION

Juillet 2009

EXPOSE DES MOTIFS

Les ressources en numérotation sont des ressources rares de l'Etat et sont réparties selon les catégories définies par la structure du Plan National de Numérotation (PNN) en vigueur.

La gestion du Plan National de Numérotation (PNN) incombe à l'Autorité de Régulation, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance 2002-002 du 31 janvier 2002 portant Principes fondamentaux du régime des télécommunications en République du Bénin selon lesquelles : « **toutes les procédures d'attribution et d'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences radioélectriques, les numéros et les servitudes, sont mises en œuvre de manière objective, transparente et non discriminatoire par l'Autorité de Régulation** ».

Les compétences de l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications en matière de gestion des ressources en numérotation sont également précisées à l'article 4, 18^{ème} tiret du décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications en République du Bénin. Aux termes de cet article, c'est l'Autorité de Régulation qui **adopte et fait appliquer le Plan National de Numérotation des télécommunications ainsi que les procédures à mettre en œuvre dans les services**.

A cet effet, après adoption du Décret N° 2008-507 du 08 septembre 2008, portant conditions d'acceptation et d'attribution des autorisations, des permis et des déclarations préalables pour l'exploitation des réseaux ou services de télécommunications en République du Bénin ainsi que ses arrêtés d'application, l'Autorité Transitoire de Régulation s'est sentie interpellée, suite au constat de l'anarchie et des nombreuses irrégularités qui caractérisent la gestion de ressources en numérotation par les opérateurs et prestataires de services de télécommunications autres que GSM.

Consciente du vide juridique qui entrave la gestion des ressources en numérotation, l'Autorité Transitoire de Régulation, veut, à travers cette décision, édicter **des Règles de Gestion du Plan National de Numérotation**.

L'élaboration et la publication des présentes règles de gestion, visent donc à définir les modalités de mise en œuvre par l'Autorité de Régulation de sa mission de planification et de gestion des ressources en numérotation.

Les présentes règles de gestion s'appliquent à l'ensemble des ressources en numérotation dont la gestion relève de la compétence exclusive de l'Autorité de Régulation. Elles sont couvertes par trente six articles répartis en six chapitres comme ci-après :

CHAPITRE 1 : OBJET ET DEFINITIONS ;

**CHAPITRE 2 : PROCEDURES GENERIQUES DE GESTION DES RESSOURCES EN
NUMEROTATION ;**

**CHAPITRE 3 : NUMEROS COURTS D'ACCES AUX SERVICES D'URGENCE, AUX
SERVICES D'ASSISTANCE AUX CLIENTS DES RESEAUX PUBLICS
ET AUX SERVICES A VALEUR AJOUTEE ;**

CHAPITRE 4 : SANCTIONS ;

CHAPITRE 5 : EVOLUTION DES REGLES DE GESTION ;

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Les présentes règles de gestion du Plan National de Numérotation sont complétées par la décision portant conditions d'utilisation des ressources du Plan National de Numérotation.

LE CONSEIL TRANSITOIRE DE REGULATION DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

- VU** L'ordonnance N° 2002-002 du 31 janvier 2002 portant principes fondamentaux du régime des télécommunications en République du Bénin ;
- VU** Le décret n° 2007-209 du 10 mai 2007 portant création, attributions et fonctionnement de l'Autorité Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications en République du Bénin ;
- VU** Le décret n° 2007-210 du 10 mai 2007 portant nomination des membres du Conseil Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications en République du Bénin ;
- VU** Le Décret N° 2008-507 du 08 septembre 2008, portant conditions d'acceptation et d'attribution des autorisations, des permis et des déclarations préalables pour l'exploitation des réseaux ou services de télécommunications en République du Bénin et ses arrêtés d'application ;
- VU** Les nécessités de service ;
- ET** après en avoir délibéré en sa session du 29 juillet 2009,

DECIDE

CHAPITRE 1 : OBJET ET DEFINITIONS

Article 1er. Objet

La présente décision a pour objet de définir les modalités d'application par l'Autorité de Régulation des règles de gestion du Plan National de Numérotation en vue d'assurer l'utilisation rationnelle des ressources en numérotation.

Elle vise à préciser les conditions d'attribution des diverses catégories de ressources en numérotation et à fixer les procédures applicables.

Les plans d'adressage tels que le plan des codes de points sémaphores (ISPC, NSPC), le plan des codes d'identificateurs de réseaux mobiles (MNC), le plan d'identificateurs du réseau de données (DNIC), ne relèvent pas des présentes règles de gestion.

Les conditions de gestion de ces ressources font l'objet de décisions spécifiques de l'Autorité de Régulation.

Article 2.- Définitions

Les termes figurant ci-dessous devront être entendus de la manière suivante :

Affectation :

Mise à disposition, selon des clauses contractuelles, d'un numéro ou d'une série de numéros à des utilisateurs finals par le titulaire d'une ressource attribuée, en respect du Plan National de Numérotation. Ceci ne concerne que les numéros attribués par blocs aux exploitants de réseaux de télécommunications.

Attribution :

Décision prise par l'Autorité de Régulation, après examen du dossier de demande, d'accorder à un exploitant de réseau de télécommunications ou à un fournisseur de services de télécommunication le droit d'utiliser la ressource désignée pour son propre compte ou celui de ses clients dans les conditions d'utilisation précisées ou rappelées par la décision d'attribution et, le cas échéant, par le cahier des charges associé à la licence dont il dispose.

Bloc de Numéros :

Série de numéros consécutifs à huit (8) chiffres, dans un même AB, réservés ou attribués à un même exploitant. Cette série correspond à une tranche de un (1) million de numéros consécutifs.

Contrôle :

Ensemble des opérations effectuées par l'Autorité de Régulation visant à s'assurer qu'il est fait usage des numéros attribués ou réservés conformément aux règles de gestion, à éviter une sous-utilisation de la ressource par rapport aux prévisions indiquées lors de la demande et à garantir des conditions transparentes et non discriminatoires d'affectation des numéros par l'exploitant de réseau de télécommunications aux utilisateurs finals.

Exploitant (de réseau public de télécommunications) :

Toute personne morale qui exploite un réseau de télécommunications ouvert au public et qui fournit un service de télécommunications.

Fournisseur de services (de télécommunications au public) :

Toute personne morale qui fournit au public un service de télécommunications.

Numéro :

Chaîne de chiffres indiquant de façon univoque le point de terminaison du réseau public. Ce numéro contient l'information nécessaire pour acheminer l'appel jusqu'à ce point de terminaison.

Ce numéro peut avoir un format national ou international. Le format international est connu comme le numéro de télécommunication publique internationale, qui comporte l'indicatif de pays et les chiffres subséquents.

Numéro court :

Tout numéro inférieur à 8 chiffres tel que défini par le Plan National de Numérotation.

Numéro géographique :

Numéro du Plan National de Numérotation dont une partie de la structure numérique contient une signification géographique utilisée pour acheminer les appels vers le lieu physique du point de terminaison du réseau.

Numéro long :

Numéro à 8 chiffres tel que défini par le Plan National de Numérotation.

Numéro non géographique :

Numéro du Plan National de Numérotation qui n'est pas un numéro géographique. Il s'agit notamment des numéros mobiles, des numéros d'appels gratuits et des numéros à taux majorés.

Plan National de Numérotation :

Ressource constituée par l'ensemble structuré des numéros permettant notamment d'identifier les points de terminaison fixes ou mobiles des réseaux et services téléphoniques, d'acheminer les appels et d'accéder à des ressources internes aux réseaux. La structure et les règles d'utilisation des différentes parties du Plan National de Numérotation seront progressivement précisées par l'Autorité de Régulation.

Plan privé exploitant :

Plan mis en place par un exploitant de réseau ouvert au public, constitué de numéros gratuits pour ses usagers et permettant la fourniture de services gratuits liés à la ligne d'un abonné (activation de SIM, recharge, Info Conso, Boîte vocale, service client, etc.).

Publication :

La publication consiste en la mise à disposition du public par l'Autorité de Régulation des informations relatives à la structure et à l'évolution du Plan National de Numérotation d'une part et à la situation et l'utilisation des ressources réservées ou attribuées d'autre part.

Réseau ouvert au public :

Tout réseau de télécommunications établi ou utilisé pour la fourniture au public de services de télécommunications.

Réservation :

Décision prise par l'Autorité de Régulation, après examen du dossier de demande, d'accorder à un exploitant de réseau de télécommunications ou à un fournisseur de services de télécommunication, pendant une durée déterminée, une option sur une ressource en numérotation. La réservation ne constitue pas un préalable obligatoire à une attribution.

Service de télécommunications :

Toute prestation incluant la transmission ou l'acheminement de signaux ou une combinaison de ces fonctions par des procédés de télécommunications.

Service téléphonique au public :

Exploitation commerciale pour le public du transfert direct de la voix en temps réel au départ et à destination de réseaux ouverts au public commutés, entre utilisateurs fixes ou mobiles.

Utilisateur :

Personne physique ou morale qui utilise ou demande un service de télécommunications accessible au public.

Utilisateur final :

Toute personne physique ou morale ayant souscrit, auprès d'un exploitant ou d'un fournisseur de services, des services de télécommunications, et ceci sans les offrir à des tiers.

CHAPITRE 2 : PROCEDURES GENERIQUES DE GESTION DES RESSOURCES EN NUMEROTATION

Section 1. Conditions générales

Article 3.- Domaine d'application

Les procédures décrites au chapitre 2 constituent des procédures génériques.

Elles s'appliquent à toutes les catégories de numéros, sauf **dispositions particulières**.

Article 4.- Conditions de recevabilité

Les conditions de recevabilité des demandes précisent les critères permettant le dépôt d'une demande de réservation ou d'attribution de certaines catégories de ressources en numérotation par un exploitant. Elles ne préjugent pas de la décision de l'Autorité de Régulation après examen de l'ensemble du dossier et de la situation du plan.

Le dépôt d'une demande entraîne acceptation par le demandeur de toutes les règles de gestion de la numérotation contenues dans la présente décision.

Les utilisateurs des ressources du Plan National de Numérotation sont les exploitants de réseaux ouverts au public, les fournisseurs de services de télécommunications déclarés auprès de l'Autorité de Régulation, et les services de l'Etat.

Les conditions de recevabilité des demandes dépendent de la catégorie de ressource demandée, de la disponibilité de la ressource, de la typologie de l'activité déclarée par l'exploitant et, le cas échéant, des clauses de la licence ou de l'autorisation dont celui-ci est détenteur.

Article 5.- Critères pris en compte lors de la décision

L'Autorité de Régulation examine les demandes qui lui sont soumises au regard des éléments suivants :

- l'activité déclarée par le demandeur à l'Autorité de Régulation ;
- l'obtention par le demandeur des autorisations du réseau ou du service correspondant et, le cas échéant, les dispositions de son cahier des charges ;

- le déploiement du réseau et la couverture du service de même que la capacité technique et financière du demandeur à mettre en œuvre son projet ;
- le cas échéant, la fourniture de rapports montrant la bonne utilisation des ressources de même type réservées ou attribuées antérieurement ;
- la bonne utilisation du Plan National de Numérotation et notamment la rareté de la ressource demandée ;
- le respect des présentes règles et de la structure du Plan National de Numérotation en vigueur ;
- le cas échéant, les critères d'implantation géographique, les critères techniques tels que le routage, les principes de tarification et les aspects commerciaux ;
- l'égalité de traitement et le maintien des conditions permettant une concurrence équitable ;
- les intérêts de l'utilisateur final, y compris la facilité d'emploi ;
- le paiement des redevances liées aux ressources en numérotation réservées ou attribuées les années précédant l'année de la demande ;
- le respect des accords et des règles nationales et internationales pertinents.

Section II. Réserve

Article 6.- Contenu du dossier de demande de réserve

Une demande de réserve vise une ressource dont l'attribution sera demandée dans un délai ne pouvant excéder deux ans à partir de la notification de la décision de réserve.

La réserve ne constitue pas un préalable obligatoire à une attribution.

Le dossier de demande de réserve adressé à l'Autorité de Régulation doit comporter les éléments suivants :

- une demande motivée ;
- une fiche de renseignements dûment remplie selon le modèle établi par l'Autorité de Régulation ;
- la preuve de paiement des frais de dossier ;
- les liens éventuels de l'utilisation de la ressource demandée avec les ressources préalablement réservées ou attribuées ;
- les taux et conditions d'utilisation des ressources de même catégorie actuellement attribuées au demandeur ;
- le dimensionnement prévisionnel des équipements du réseau ;
- la date prévisionnelle de début d'utilisation de la ressource demandée ;

- le cas échéant, la localisation géographique prévue des numéros demandés ;
- pour les demandes de numéros courts et de numéros longs d'accès aux services à valeur ajoutée :
 - la description du service précisant l'objet, les conditions d'accès et les modalités de tarification ;
 - la justification des caractéristiques spécifiques du service proposé : caractère public du service, nombre prévisionnel des appels, couverture nationale ;
 - les conditions techniques et commerciales d'acheminement des appels à destination du numéro demandé (schéma de l'architecture prévue, protocoles utilisés, plan d'affaires) ;
 - récépissé de dépôt de la demande d'autorisation ou, le cas échéant, référence et clauses de l'autorisation dont il est éventuellement titulaire ;
 - tarif appliqué aux utilisateurs finals qui accèderont à la ressource demandée;
- toute information complémentaire que le demandeur juge utile pour une meilleure compréhension de son dossier et une justification de sa demande.

L'Autorité de Régulation, si elle le juge nécessaire, peut demander des informations complémentaires.

Article 7.- Accusé de réception et examen du contenu du dossier

Les demandes de réservation sont adressées par envoi recommandé avec accusé de réception ou directement déposées auprès des services de l'Autorité de Régulation.

Après réception d'une demande de réservation, l'Autorité de Régulation dispose d'un délai maximum d'un (01) mois pour l'examen du dossier.

La ou les pièces manquantes ainsi que les informations complémentaires requises sont, le cas échéant, demandées à l'exploitant par correspondance.

Le demandeur dispose d'un délai maximum de deux (2) semaines pour fournir les informations demandées. Si au bout de ce délai les informations demandées ne sont pas fournies, la demande est considérée comme inexistante et classée.

Après réception du dossier complet, l'Autorité de Régulation, sans préjuger de sa décision finale, adressera au demandeur un récépissé de sa demande.

Article 8.- Traitement des demandes de réservation

L'Autorité de Régulation examine le dossier de demande de réservation au regard des critères de recevabilité définis à l'Article 4.

Les demandes de réservation recevables sont traitées selon les critères définis à l'Article 5, dans l'ordre d'arrivée des dossiers complets. Lorsque plusieurs demandes recevables sont introduites le même jour et portent sur une ressource identique, l'Autorité de Régulation procède à un tirage au sort pour départager les demandeurs en leur présence. Ladite ressource est réservée au gagnant du tirage au sort. Les autres modifient leurs demandes en choisissant une autre ressource disponible.

L'Autorité de Régulation notifie sa décision au demandeur dans un délai de deux (2) mois à partir de la date de réception par l'Autorité de Régulation du dossier complet de demande contenant l'ensemble des éléments mentionnés à l'Article 6. En cas de refus, la décision est motivée. Le refus de réservation ne donne pas droit à un remboursement des frais de dossier.

Une fois réservée, la ressource apparaît comme telle dans le fichier public du Plan National de Numérotation avec mention du bénéficiaire de la ressource. Il n'est pas fait mention du service prévu.

Article 9.- Durée et renouvellement de la réservation

La durée de la réservation est fixée à un (1) an.

La réservation des ressources expire automatiquement un (1) an après la date de notification de la réservation, si durant cette période aucune attribution ou renouvellement n'est intervenu.

La réservation des ressources ne peut être renouvelée qu'**une seule fois, pour une période de un (1) an**. Dans ce cas, une nouvelle demande est introduite au plus tard deux (2) mois avant l'expiration de la réservation précédente.

A tout moment et au plus tard deux (2) mois avant l'expiration du délai de la réservation, le bénéficiaire peut introduire auprès de l'Autorité de Régulation une demande d'attribution.

En l'absence de demande de renouvellement ou d'attribution, la réservation est annulée et la ressource peut être réattribuée à un autre demandeur.

Toutefois, pour les numéros mobiles, la réservation est maintenue par renouvellement automatique pour le compte de l'exploitant bénéficiaire, jusqu'à attribution totale de la ressource réservée, à l'exploitant bénéficiaire.

Article 10.- Annulation de la réservation

L'annulation de la réservation peut intervenir :

- soit à la demande du bénéficiaire de la réservation ;
- soit automatiquement si la ressource réservée n'a pas fait l'objet d'une demande d'attribution dans les délais définis par l'Article 9 ou si la réservation n'a pas été renouvelée conformément aux dispositions de l'Article 9.

Par ailleurs, l'Autorité de Régulation peut procéder à l'annulation de la réservation, si le titulaire ne remplit plus les conditions ayant servi de base à la décision de réservation.

Section III. Attribution

Article 11.- Contenu du dossier de demande d'attribution

Une demande d'attribution vise une ressource dont la mise en service est imminente ; que ladite ressource ait été préalablement réservée ou non.

Le dossier de demande d'attribution adressé à l'Autorité de Régulation doit comporter les éléments suivants :

- une demande motivée ;
- une fiche de renseignements dûment remplie dont le modèle est établi par l'Autorité de Régulation ;
- la preuve de paiement des frais de dossier ;
- le cas échéant, la référence de la réservation correspondante ;
- les liens éventuels de l'utilisation de la ressource demandée avec les ressources préalablement réservées ou attribuées ;
- les taux et conditions d'utilisation des ressources de même catégorie actuellement attribuées au demandeur ;
- la zone géographique et la couverture du service ;
- la prévision d'utilisation de la ressource demandée sur les deux premières années ;
- le dimensionnement des équipements et le taux d'efficacité des appels attendus ;
- la date prévisionnelle de début d'utilisation de la ressource demandée ;
- pour les demandes de numéros courts et de numéros longs d'accès aux services à valeur ajoutée :

- la description du service précisant l'objet, les conditions d'accès et les modalités de tarification ;
 - la justification des caractéristiques spécifiques du service proposé : caractère public du service, nombre prévisionnel des appels, couverture nationale ;
 - les conditions techniques et commerciales d'acheminement des appels à destination du numéro (conventions établies entre le demandeur et un ou plusieurs exploitants de réseaux publics, schéma de l'architecture prévue avec chaque exploitant de réseau, protocoles utilisés, etc.) ;
 - récépissé de dépôt de la demande d'autorisation ou, le cas échéant, référence et clauses de l'autorisation dont il est éventuellement titulaire ;
 - le tarif qui sera appliqué aux appelants vers la ressource demandée;
- Toute information complémentaire que le demandeur juge utile pour une meilleure compréhension de son dossier et une justification de sa demande.

Lorsqu'il y a réservation préalable, les informations ci-dessus mentionnées doivent, pour la plupart, avoir été déjà fournies avec la demande de réservation. Le demandeur pourra se contenter de fournir à l'Autorité de Régulation les seules modifications intervenues depuis la réservation.

L'Autorité de Régulation, si elle le juge nécessaire, peut demander des informations complémentaires.

Article 12.- Accusé de réception et examen du contenu du dossier

Les demandes d'attribution sont adressées par envoi recommandé avec accusé de réception ou directement déposées auprès des services de l'Autorité de Régulation.

Après réception d'une demande d'attribution, l'Autorité de Régulation dispose d'un délai maximum d'un (01) mois pour l'examen du dossier.

La ou les pièces manquantes ainsi que les informations complémentaires requises sont, le cas échéant, demandées à l'exploitant par correspondance.

Le demandeur dispose d'un délai maximum de deux (2) semaines pour fournir les informations demandées. Si au bout de ce délai les informations demandées ne sont pas fournies, la demande est considérée comme inexistante et classée.

Après réception du dossier complet, l'Autorité de Régulation, sans préjuger de sa décision finale, adressera au demandeur un récépissé de sa demande.

Lorsqu'il y a eu réservation préalable, le dossier de réservation établi est joint à la demande d'attribution.

Article 13.- Traitement des demandes d'attribution

L'Autorité de Régulation examine le dossier de demande d'attribution au regard des critères de recevabilité définis à l'Article 4.

Les demandes d'attribution recevables sont traitées selon les critères définis à l'Article 5, dans l'ordre d'arrivée des dossiers complets. Lorsque plusieurs demandes recevables sont introduites le même jour et portent sur une ressource identique, l'Autorité de Régulation procède à un tirage au sort pour départager les demandeurs en leur présence. Ladite ressource est attribuée au gagnant du tirage au sort. Les autres modifient leurs demandes en choisissant une autre ressource disponible de leur choix.

L'Autorité de Régulation peut décider :

- d'attribuer la ressource demandée en totalité ;
- d'attribuer la ressource demandée partiellement, l'autre étant réservée ou non ;
- d'attribuer la ressource demandée pour une durée limitée ;
- de refuser l'attribution de la ressource demandée.

En cas d'attribution, l'Autorité de Régulation peut également décider de soumettre l'utilisation de la ressource attribuée à des conditions particulières.

Elle notifie sa décision au demandeur dans un délai de deux (2) mois à partir de la date de réception par l'Autorité de Régulation du dossier complet de demande d'attribution contenant l'ensemble des éléments mentionnés à l'Article 11. En cas de refus ou d'attribution partielle, la décision est motivée. Le refus d'attribution de ressource ne donne pas droit à un remboursement des frais de dossier.

Article 14.- Délai d'utilisation de la ressource

La ressource attribuée doit être utilisée dans un délai de six (6) mois après notification de la décision.

L'utilisation effective des ressources attribuées est signalée à l'Autorité de Régulation dans les quinze (15) jours qui suivent la mise en service. Pour les numéros attribués à l'unité, on entend par utilisation effective, la mise en service

commerciale du numéro. Pour les numéros attribués par bloc, il s'agit de l'ouverture du premier abonné ou de la date d'ouverture du bloc dans le réseau.

Les ressources en numérotation sont attribuées, dans la limite de la durée de validité de la licence ou de l'autorisation dont bénéficie l'exploitant attributaire. L'Autorité de Régulation dispose de la prérogative de changer ou de retirer un numéro pour des motifs opérationnels à caractère exceptionnel ou de sécurité nationale.

Section IV. Contrôle

Article 15.- Rapport annuel

Avant le 31 janvier de chaque année, le titulaire d'une ressource en numérotation adresse à l'Autorité de Régulation un rapport d'utilisation de la ressource attribuée pour l'année précédente.

Ce rapport contient obligatoirement les informations suivantes :

- conditions et taux d'utilisation des ressources attribuées ;
- trafic annuel enregistré au cours de l'année écoulée, exprimé en minutes et par réseau.
- pour les numéros d'accès aux services à valeur ajoutée, volume annuel d'appels ou de messages par réseau ;
- nombre de numéros en service au total et par bloc de numéros ;
- nombre de numéros affectés aux utilisateurs finals ;
- nombre de numéros par état d'utilisation spécifique de la ressource : libre, installé, actif, passif, en quarantaine, etc. ;
- durée et mode de fonctionnement associés aux états d'utilisation spécifiques : conditions de passage d'actif à passif, de passif en quarantaine, durée de mise en quarantaine, etc.
- service(s) utilisant les ressources attribuées et leurs dates d'ouverture commerciale, pour les numéros d'accès aux services à valeur ajoutée ;
- date de début d'utilisation des ressources attribuées ;
- le cas échéant, localisation géographique des numéros attribués ;
- prévisions d'utilisation de la ressource attribuée sur les deux prochaines années.

L'Autorité de Régulation peut, à tout moment, demander au titulaire de préciser les conditions d'utilisation de la ressource attribuée pour l'année précédente, de lui donner accès aux systèmes constitutifs de son réseau et aux données de traduction et de numérotation contenus dans ces systèmes.

De même, à tout moment, les modifications intervenues dans les éléments communiqués dans le dossier de demande de réservation ou d'attribution

doivent être portées à la connaissance de l'Autorité de Régulation par le bénéficiaire, en particulier tout changement de qualité et de raison sociale.

L'Autorité de Régulation se réserve le droit de contrôler les données de trafic associées à toute ressource en numérotation, avec le support des exploitants de réseau ouvert au public qui sont tenus d'apporter leur concours.

Tout écart entre les conditions réelles d'utilisation et les éléments communiqués à l'Autorité de Régulation lors de la prise de décision peut justifier un réexamen de la décision d'attribution pouvant conduire à une abrogation conformément à la procédure définie à l'Article 18.

Section V. Abrogation d'une décision de réservation ou d'attribution

Article 16.- Cas d'abrogation

L'Autorité de Régulation peut retirer tout ou partie des ressources en numérotation réservées ou attribuées à un exploitant dans les cas suivants :

- transfert des activités sans l'approbation préalable de l'Autorité de Régulation ;
- niveau d'utilisation des ressources attribuées inférieur aux prévisions. Dans ce cas, l'Autorité de Régulation peut retirer les ressources en excédent après révision des besoins ;
- sanction en cas de non respect des dispositions de l'Article 15 ;
- sanction suite à utilisation irrégulière d'une ressource ;
- non paiement des redevances.

Le retrait peut également intervenir dans les cas suivants :

- sur demande de l'exploitant ;
- retrait définitif ou non renouvellement de la licence ou de l'autorisation de l'exploitant ;
- cessation d'activité de l'exploitant sans reprise de son activité par un tiers.

Les numéros ou blocs de numéros retirés redeviennent libres mais ne peuvent faire l'objet d'une nouvelle attribution pendant une durée minimale de six (6) mois après leur retrait, afin de réduire ou d'empêcher la gêne pour leurs nouveaux utilisateurs.

Le retrait de numéros ou blocs de numéros pour l'une quelconque des raisons ci-dessus ne donne lieu à aucune indemnisation ni à un remboursement d'une partie ou de la totalité des frais et redevances associées aux ressources retirées.

Article 17.- Restitution d'une ressource attribuée

L'exploitant titulaire d'une ressource attribuée avertit l'Autorité de Régulation, trois mois à l'avance, qu'il met fin au service et souhaite restituer la ressource en numérotation correspondante.

La demande de restitution est formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'une copie de la demande de déprogrammation de la ressource dans les réseaux des autres exploitants.

L'abrogation de la décision d'attribution de la ressource correspondante est alors notifiée au titulaire, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande de restitution.

La déprogrammation de la ressource dans les réseaux ouverts au public doit intervenir dans un délai de deux (02) mois à compter de la notification de l'abrogation de la décision d'attribution.

Article 18.- Abrogation par l'Autorité de Régulation

Hormis les situations où est prévue l'annulation ; soit automatiquement, soit à la demande du bénéficiaire, l'Autorité de Régulation peut prononcer d'office l'abrogation au terme de la procédure suivante :

- l'Autorité de Régulation notifie au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception les griefs de nature à justifier l'abrogation de la décision de réservation ou d'attribution ;
- le bénéficiaire de la réservation ou de l'attribution dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification pour présenter ses arguments ;
- Si, à l'issue de ce délai, le bénéficiaire ne présente pas d'arguments, ou si les arguments présentés ne sont pas retenus, l'Autorité de Régulation prononce, l'abrogation de la décision de réservation ou d'attribution par décision motivée.

La décision motivée d'abrogation est notifiée à l'intéressé.

Section VI. Transfert

Article 19.- Transfert d'une ressource

La demande d'autorisation de transfert d'une ressource attribuée ou réservée s'applique dans le cadre d'un transfert d'activité ou d'un changement de dénomination sociale de la société à laquelle sont attribuées les ressources. Elle

est déposée auprès de l'Autorité de Régulation par le bénéficiaire final, dans les formes et conditions prévues par les présentes règles, assortie d'un accord signé par l'attributaire initial.

La décision d'attribution ou de réservation de la ressource au nouveau titulaire est instruite et prise dans les conditions prévues par les présentes règles.

Le délai prévu à l'Article 16 ne s'applique pas.

Section VII. Publication

Article 20.- Mise à jour

L'Autorité de Régulation assure la mise à jour des informations relatives à la structure et à l'évolution du Plan National de Numérotation d'une part et à la situation des ressources réservées ou attribuées d'autre part. Les informations relatives aux réservations et attributions sont mises à jour régulièrement.

Article 21.- Consultation

Toute personne intéressée peut consulter par les moyens mis à disposition par l'Autorité de Régulation, les informations relatives à la structure du Plan National de Numérotation, son contenu et la situation des ressources.

Article 22.- Confidentialité

Les informations transmises à l'Autorité de Régulation sont confidentielles, à l'exception de celles dont la publication est prévue par les règles de gestion. Cependant, les exploitants peuvent préciser un niveau de confidentialité, pour des informations qu'ils estiment particulièrement sensibles, sous réserve des dispositions légales et réglementaires ou à l'appréciation discrétionnaire de l'Autorité de Régulation.

Article 23.- Informations publiées

Les informations publiées sont les suivantes :

- la structure du Plan National de Numérotation;
- la situation des ressources classées suivant les différentes catégories de ressources.

Cette situation contient les informations non confidentielles relatives à une ressource particulière précisées par l'utilisateur, à savoir :

- état de la ressource : une ressource en numérotation peut être dans l'un des états suivants :
 - **libre** : la ressource peut faire l'objet d'une demande d'attribution ;
 - **en instance** : une réservation ou attribution est en cours d'examen ;
 - **réservée** : une réservation a été accordée par l'Autorité de Régulation ;
 - **attribuée** : une attribution a été accordée par l'Autorité de Régulation ;
 - **bloquée** : la ressource ne peut pas, temporairement, être réservée ou attribuée ;
 - **inutilisable** : la ressource ne peut pas être attribuée (par exemple du fait de la structure du Plan National de Numérotation).
- identité du titulaire (si la ressource est réservée ou attribuée) ;
- désignation du service (si la ressource est attribuée et le service ouvert).

Les affectations à des utilisateurs finals effectuées par les attributaires ne sont pas contenues dans la situation publiée.

CHAPITRE 3 : NUMEROS COURTS D'ACCES AUX SERVICES D'URGENCE, AUX SERVICES D'ASSISTANCE AUX CLIENTS DES RESEAUX PUBLICS ET AUX SERVICES A VALEUR AJOUTEE

Les caractéristiques de certaines catégories de numéros justifient des modalités de gestion spécifiques.

Il s'agit principalement des numéros courts permettant l'accès aux services d'urgence, aux services d'assistance aux clients des réseaux publics et aux services à valeur ajoutée.

Article 24.- Attribution

Certains numéros courts sont attribués à des services d'intérêt général (services sociaux, urgences, protection civile, etc.) sur demande d'un département ministériel ou de toute autre structure compétente.

De même, des numéros courts peuvent être attribués par l'Autorité de Régulation pour des services d'assistance aux clients des réseaux publics. Il s'agit des services directement liés à l'exploitation du réseau (dérangement, S.A.V., etc.) et à faible coût pour l'utilisateur appelant.

Les numéros courts permettant l'accès aux services d'urgence, aux services d'assistance aux clients des réseaux publics et aux services à valeur ajoutée sont réservés et attribués à l'unité. Les modalités de réservation et d'attribution sont conformes aux procédures définies au Chapitre 2.

Un même numéro court ne peut pas être utilisé pour l'accès à deux services distincts opérés par deux prestataires différents même si ces services sont offerts sur des réseaux ouverts au public différents ou sur des zones géographiques distinctes.

Les exploitants de réseaux publics sont tenus d'implémenter sur leurs réseaux respectifs les numéros d'accès aux services d'intérêt général ainsi que les numéros d'accès aux services à valeur ajoutée attribués aux fournisseurs déclarés.

Tout litige lié aux conditions techniques et commerciales d'exploitation de services est porté devant l'Autorité de Régulation.

Article 25.- Plans de numérotation privés

Les exploitants peuvent créer des numéros gratuits réservés à l'usage exclusif de leurs usagers pour la fourniture de services gratuits liés à la ligne d'un abonné (activation de SIM, recharge, Consultation du solde, Boîte vocale, etc.), dans la mesure où l'existence de ces blocs de numéros courts est sans conséquence sur le Plan National de Numérotation.

Les numéros des plans privés doivent être déclarés à l'Autorité de Régulation au moins trente (30) jours avant leur mise en service. L'Autorité de Régulation transmet aux exploitants un récépissé qui vaut autorisation. L'autorisation ne peut être donnée qu'à titre précaire. Elle est retirée sans indemnité en cas de modification du Plan National de Numérotation incompatible avec l'existence de tels numéros.

Article 26.- Contrôle

La procédure de contrôle des numéros courts permettant l'accès aux services d'urgence, aux services d'assistance aux clients des réseaux publics et aux services à valeur ajoutée est conforme à la procédure définie à l'Article 15, à laquelle s'ajoutent les dispositions ci-après :

- L'exploitant attributaire de la ressource doit porter à la connaissance de l'Autorité de Régulation, tout changement dans la nature et la liste des services offerts à partir de la ressource attribuée.

- L'implémentation d'un nouveau service sur la ressource attribuée est subordonnée à l'accord de l'Autorité de Régulation.

Article 27.- Abrogation et restitution

L'abrogation ou la restitution d'une ressource appartenant à la catégorie des numéros courts permettant l'accès aux services d'urgence, aux services d'assistance aux clients des réseaux publics et aux services à valeur ajoutée est conforme aux procédures définies au chapitre 2.

Article 28.- Transfert

Le transfert d'une ressource appartenant à la catégorie des numéros courts permettant l'accès aux services d'urgence, aux services d'assistance aux clients des réseaux publics et aux services à valeur ajoutée suit la procédure définie à l'Article 19.

CHAPITRE 4 : SANCTIONS

Article 29.- Sanction pour utilisation d'une ressource non attribuée

Tout exploitant ou fournisseur qui utilise une ressource en numérotation non attribuée par l'Autorité de Régulation est puni d'une amende égale à dix (10) fois le montant des frais d'attribution réglementairement définis pour la catégorie à laquelle appartient la ressource objet d'utilisation frauduleuse.

La ressource, objet d'utilisation frauduleuse, sera purement et simplement retirée par l'Autorité de Régulation.

Article 30.- Sanction pour utilisation d'un numéro de plan privé non déclaré

Tout exploitant qui utilise un numéro de plan privé sans l'autorisation préalable de l'Autorité de Régulation est puni d'une amende égale à dix (10) fois le montant des frais d'attribution réglementairement définis pour les numéros d'accès aux services d'assistance aux clients.

Article 31.- Sanction pour utilisation d'une ressource réservée

Tout exploitant ou fournisseur bénéficiaire d'une réservation qui utilise la ressource réservée alors même qu'elle ne lui a pas été effectivement attribuée par l'Autorité de Régulation sera puni d'une amende égale à dix (10) fois le

montant des frais d'attribution réglementairement définis pour la catégorie à laquelle appartient la ressource objet d'utilisation frauduleuse.
La ressource, objet d'utilisation frauduleuse, sera purement et simplement retirée par l'Autorité de Régulation.

Article 32.- Sanction pour détournement de but ou non paiement de redevances

Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, l'Autorité de Régulation peut procéder au retrait des ressources en numérotation attribuées ou réservées, en cas d'utilisation des ressources dans un but autre que celui indiqué dans le dossier de demande de réservation ou d'attribution ; ou en cas de non paiement des redevances dans les délais prévus.

Article 33.- Récidive

En cas de récidive d'utilisation frauduleuse de ressources en numérotation, le montant de l'amende est porté au double de celle prévue respectivement à l'Article 29, à l'Article 30 et à l'Article 31.

CHAPITRE 5 : EVOLUTION DES REGLES DE GESTION

Article 34.- Modification des règles de gestion

Les règles de gestion pourront être modifiées ou complétées par l'Autorité de Régulation après consultation des exploitants, des fournisseurs de services déclarés, des représentants des utilisateurs et de toute partie concernée.

A tout moment, toute partie concernée peut adresser à l'Autorité de Régulation une demande d'amendement de ces règles. L'Autorité de Régulation examine la demande et consulte, s'il y a lieu, les représentants des exploitants, des fournisseurs de services déclarés, des utilisateurs et toute autre partie concernée.

En cas de modification des règles de gestion, le délai de mise en conformité est au moins égal à trois (3) mois après notification aux parties concernées.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 35.- Régularisation

Les exploitants qui, avant l'entrée en vigueur des présentes règles de gestion, utilisent des ressources en numérotation, ont l'obligation de communiquer à l'Autorité de Régulation la liste des ressources utilisées pour régularisation.

La demande de régularisation doit obligatoirement préciser les conditions et taux d'utilisation des ressources et les prévisions d'utilisation sur les deux prochaines années.

L'Autorité de Régulation pourra, au vu de ces informations, attribuer les ressources correspondantes, sous réserve de leur conformité au Plan National de Numérotation.

La régularisation doit impérativement intervenir dans les 3 mois suivant la publication des présentes règles de gestion.

Article 36.- Prise d'effet

La présente décision qui prend effet pour compter de sa date de signature sera publiée partout où besoin sera.

Cotonou, le **11/2 OCT 2009**

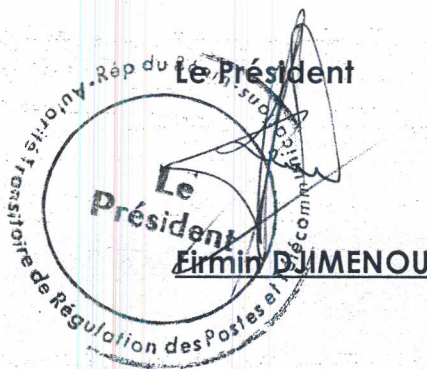
Ont Siégé

Messieurs

Firmin DJIMENOU
Moudjibou EMMANUEL
Max AHOUEKE
Flavien AÏDOMONHAN
Romain Abilé HOUEHOU

Mesdames

Pierrette DJOSSOU AMOUSSOU
Paulette GANGBO AGBOTON



Ampliations : Original 1 ; SE/ATRPT 2 ; MCTIC 1 ;